



Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.

[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

RENCONTRES REGIONALES POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE ET DU BOIS

Atelier thématique :

Thème 2 - « Innovation, R&D. »

10 janvier 2013 . ONIRIS Nantes



Introduction: objectifs et cadre général (1/2)

ATELIERS REGIONAUX THEMATIQUES

Objectifs généraux

Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'agroalimentaire dans les territoires

Contribuer au redressement productif en **stimulant** durablement le développement et la compétitivité du secteur

Leviers de conduite de la réflexion: 7 thèmes de travail, dont 3 obligatoires*

Attentes des consommateurs, qualité et traçabilité des produits, proximité de la production

Innovation, recherche et développement, propriété intellectuelle

Projets d'entreprises, accès aux financements publics et privés

*Emploi, attractivité des métiers, conditions de travail, formations initiale et continue

*Stratégies d'exportation, promotion des produits

Attentes de la société, enjeux environnementaux et pratiques agro-industrielles

*Stratégies collectives, projets collaboratifs, relations commerciales entre acteurs

D'autres thèmes peuvent être proposés localement puis traités

Objectif opérationnel

Etre **pragmatique**. Formuler des propositions opérationnelles destinées à nourrir un plan d'actions national concerté, à finaliser pour mai, dans la perspective de la « Loi d'avenir » prévue pour mi 2013.

Trame de feuille de route de l'atelier thématique (1/2)

Constitution du groupe

- [Membres](#)

Cf liste jointe au dossier

- [Pilote](#)

Cap Aliment

- [Copilote](#)

CTCPA

- [Rapporteur](#)

Agence régionale

Cadrage du thème de travail: périmètre et définition

Les problématiques identifiées

- Quelles sont les actions à mettre en œuvre pour renforcer les relations entre la recherche et les IAA ?
- Comment améliorer l'information des IAA sur les travaux de recherche et les avancées scientifiques concernant leur secteur d'activité ?
- Quelles sont les actions à mettre en œuvre pour encourager les PME à participer à des programmes de R&D collaboratifs ?
- Quelles sont les actions et dispositifs à mettre en place pour accroître le recours des IAA à la protection de la propriété intellectuelle, pour les sensibiliser à la culture du « contrat », pour les inciter à mettre en place des consortiums de R&D ?
- Comment accroître l'efficacité des pôles et clusters et améliorer leur fonctionnement au bénéfice des IAA ?
- Les IAA sont-elles bien informées des dispositifs de soutien à l'innovation (appui technique, financement), ces dispositifs sont-ils adaptés aux besoins des PME agroalimentaires (outils à simplifier, à créer) ?

Appuis existants

Dispositifs publics d'appui à l'innovation : aides (OSEO, CIR, investissements d'avenir, aides européennes, CPER, aides FranceAgrimer), pôles de compétitivité et clusters (Valorial, Végépolys, Nova Child, cluster West), ITAI (CTCPA, TECALIMAN)

De nombreuses données issues de travaux conduits en région :

- . réflexion stratégique Alimentation & Agroalimentaire
- . étude sur une démarche intégrée Recherche Formation Innovation « Alimentation »
- . commission « Végétal, Agroalimentaire, Mer » du CCRRDT
- . ateliers du schéma régional ESRI
- . concertation de branche économie-emploi-formation

Des initiatives régionales :

- . mise en place de la PRI Cap Aliment
- . projet collaboratif sur l'enseignement de l'innovation dans l'agroalimentaire FoodInnov
- . projet RFI autour de l'alimentation durable
- . pôle régional « Science & Cuisine »
- . action collective d'accompagnement stratégique des PME

Constat et analyse des enjeux . Synergies (1/3)

Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale et française, au regard du thème choisi

Les constats suivants ont notamment été faits (liste non exhaustive, ni hiérarchisée) :

- nécessité d'avoir une information « qualifiée » pour identifier le bon partenaire dans un contexte de « trop plein » d'informations (internet, réseaux sociaux...),
- problème d'échelles de temps, de cultures, de langages... différents entre la recherche et l'industrie,
- intérêt d'avoir des approches transversales (apport des mathématiques, de la physique...),
- innovation souvent « risquée » pour les IAA positionnées sur un marché hyperconcurrentiel, avec peu de temps pour implanter une innovation (logique de rotation rapide imposée par les GMS), et correspondant au départ à un marché de niche au moins pour les innovations de rupture,
- peu d'interactions entre l'INRA, qui a une mission de recherche finalisée, et les PME régionales par rapport au niveau national (Cap Aliment doit contribuer à favoriser la communication, le dialogue, le lien, au même titre que Valorial),
- critères d'évaluation académiques de la recherche, facteur limitant au développement des collaborations entre recherche et industrie,
- difficulté d'accès pour les PME à la recherche, qui coûte cher,
- nécessité d'innover pour « réenchanter » l'alimentation en Europe, lui redonner une valeur, (apport en bien-être, en santé...),
- effet « ciseau » pour les IAA coincées entre des prix de matières premières qui grimpent (spéculation...) et des prix de vente stables ; dans ce contexte, la notion de filière entre agriculture et agroalimentaire doit perdurer, il en va de leur survie,
- ...

Constat et analyse des enjeux . Synergies (1/3)

Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale et française, au regard du thème choisi

Des suggestions, des propositions, des pistes d'actions ont également été formulées (liste non exhaustive, ni hiérarchisée) :

- mettre en place des moyens de recherche pour aider l'agriculture régionale à être plus compétitive et à mieux répondre aux attentes des IAA régionales dans un contexte de lien au sol, au territoire de moins en moins systématique pour les IAA régionales qui s'orientent de plus en plus vers des approvisionnements délocalisés, et d'une hétérogénéité de pratiques, de traitement, de réglementation entre les différents pays européens (création de très grosses porcheries au Danemark, non possible en France),
- prendre en compte, dans l'analyse et les actions, les secteurs « connexes », partenaires des IAA et vecteurs d'innovation (équipements, emballages, analyses), mais aussi la grande distribution , les vrais innovations ayant souvent pour origine des croisements entre différentes filières,
- appuyer sur Cap Aliment comme guichet unique (accueil et orientation des PME agroalimentaires régionales, coordination des PRI agricoles et agroalimentaires),
- appuyer sur les techniques modernes de communication multimédia pour créer des réseaux, des liens entre les acteurs, trouver rapidement les bonnes compétences, les aides financières adaptées (même si les commissions LIGERIAA, le Club R&D Agro, le site Agrobiotis et à terme Cap Aliment en tant que futur guichet unique y contribuent déjà),
- mettre en place, pour favoriser les relations entre recherche et industrie, des forums, des « webinaires », avec des présentations courtes d'avancées de la recherche, des speed-dating (une des priorités de Cap Aliment pour 2013),
- faire connaître les dispositifs existants pour favoriser les relations recherche-industrie (réseaux Marie Curie « Initial Training Network » formant des doctorants à faire de la recherche en lien avec des entreprises, initiative de la CCI de Nantes pour former des doctorants à des parcours d'entreprise , aide spécifique de la Région pour le transfert d'une innovation d'un laboratoire à une entreprise), les possibilités d'appui proposées par les laboratoires régionaux (conseil en nutrition-santé par le CRNH),

Constat et analyse des enjeux . Synergies (1/3)

Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale et française, au regard du thème choisi

- communiquer aux IAA régionales (via Cap Aliment) les projets, les thèmes sur lesquels travaillent les chercheurs, les enseignants-chercheurs, les étudiants régionaux,
- simplifier l'accès aux bases de données scientifiques et techniques souvent trop coûteux pour les PME agroalimentaires par une mutualisation (via Cap Aliment ?),
- disséminer une culture de l'innovation, qui n'est pas naturelle en France, dans les écoles (projet de formation partenariale sur l'innovation dans l'alimentaire « Foodinnov » porté par ONIRIS, l'ESA, l'EDNA, AUDENCIA et l'Université de Nantes pour inculquer dès la formation une culture « innovation et réseaux » aux futurs cadres de l'agroalimentaire, développer les projets « dormants » des entreprises, mieux valoriser et de façon plus systématique les travaux des étudiants sous forme de « bourse à idées », avec une capacité à travailler sur toute la chaîne de valeur), dans les entreprises (diffuser les bonnes pratiques de management pour susciter l'innovation des salariés),
- obliger les étudiants des grandes écoles à faire au moins un stage en PME,
- mieux exploiter les possibilités de la propriété intellectuelle, de la contractualisation (accords de consortium) pour développer les projets collaboratifs de R&D (possibilité d'accompagnement de Cap Aliment pour aider à la constitution de consortiums, à la rédaction de contrats, à étudier en tenant compte des acteurs déjà en place ou en phase d'installation comme la SATT Ouest Valo),
- identifier et diffuser des bonnes pratiques collaboratives, en s'inspirant par exemple des démarches de Néopolia (qui est organisé en cluster pour chasser en meute, a amené la « contractualisation » aux PME pépites qui ont pu ainsi simplifier dans EMC2), de Technocampus, de l'IRT Jules Verne (mutualisation de moyens de R&D autour de projets structurants ; un Institut de l'Alimentation semble envisageable sur un modèle similaire, en appuyant sur Cap Aliment, sur les pôles de compétitivité),
- travailler plus en « open innovation » (problème de culture, de confiance),

Constat et analyse des enjeux . Synergies (1/3)

Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale et française, au regard du thème choisi

- avoir un traitement différencié des aides selon la nature et le montant du projet (nécessité de budgets très importants, supérieurs à 1,5-2 M", pour prétendre au FUI, à l'ANR), qui sont plus adaptés à des projets de recherche mutualisée à l'échelle d'une filière : besoin d'accompagnements adaptés à des petits projets ; contraintes de trouver des partenaires préférentiellement régionaux pour bénéficier du soutien des Régions ; complexité et lourdeur du montage des dossier(s), selon la taille des entreprises (peu de possibilités en dehors du CIR pour les PME qui ont souvent beaucoup d'idées, de projets en gestation : potentiel d'innovation, de création de valeur ajoutée inexploité),
- décloisonner les financements de la recherche entre agroalimentaire et agriculture, entre agroalimentaire et industrie, décloisonner les structures d'appui (regroupement entre l'ACTIA et l'ACTA),
- appuyer sur les partenaires privilégiés des IAA (experts comptables, banquiers) pour leur faire connaître et les faire accéder aux dispositifs d'appui régionaux : travail initié par le RDI à étendre,
- proposer aux GMS en partenariat avec les IAA régionales d'organiser des opérations, des animations spécifiques sur les produits innovants, comme elles le font sur les produits sous signes de qualité ou du terroir,
-

Interactions et synergies éventuelles avec d'autres ateliers régionaux thématiques

Interaction avec les ateliers « Modernisation et productivité », « Formation et Ressources Humaines » et « Conquête des marchés, internationalisation »

Proposition d'actions

Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national

- Soutenir l'innovation de process, la relance de la fabrication d'équipements innovants et compétitifs en France, en favorisant, en suscitant des projets collaboratifs entre industries agroalimentaires et équipementiers
- Définir et réviser tous les ans une stratégie de recherche académique par une instance comprenant l'État, des chercheurs et des représentants de l'industrie et communiquer sur celle-ci ; inciter à une concertation, une coopération entre les équipes travaillant sur le même sujet pour rationaliser les coûts ; évaluer sur des critères différents de ceux d'aujourd'hui les chercheurs (évaluation d'impact) ; imposer un % de temps de recherche consacré à des études appliquées
- Remettre à plat le dispositif de financement, en ayant un traitement plus différencié des aides selon la taille des entreprises (mise en place d'aides spécifiques adaptées aux TPE et PME), à la nature et au montant des projets, en décloisonnant les financements de la recherche et les structures d'appui entre agriculture et agroalimentaire (regroupement de l'ACTIA et de l'ACTA)

Proposition d'actions

Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional

- Favoriser le rapprochement entre recherche et industrie, en proposant des forums, des « webinaires », des speed-dating, en s'appuyant sur les techniques modernes de communication pour créer des réseaux, en communiquant régulièrement aux entreprises les thèmes, les projets sur lesquels travaillent les chercheurs, les enseignants-chercheurs et les étudiants, en faisant connaître les dispositifs existants, en simplifiant l'accès aux bases de données scientifiques et technique par une mutualisation via Cap Aliment, guichet unique pour orienter les IAA régionales vers les compétences et dispositifs d'appui techniques et financiers adaptés
- Favoriser le développement de projets collaboratifs de R&D, l'open innovation, en proposant un accompagnement en matière de propriété intellectuelle, de contractualisation, de création de consortium, en s'inspirant des pratiques éprouvées dans les secteurs de la mécanique et des matériaux via Cap Aliment (en tenant compte des acteurs présents sur ces champs pour une bonne complémentarité et coordination : SATT Ouest Val de Loire)
- Favoriser la dissémination de l'innovation dans les écoles, s'appuyer sur des stagiaires pour développer les projets « dormants » des entreprises, mieux valoriser et de façon plus systématique les travaux des étudiants sous forme de « bourse à idées » via « FoodInnov », susciter une « pandémie » de l'innovation au sein des entreprises agroalimentaires régionales, en s'appuyant sur les partenaires privilégiés des IAA (experts comptables, banquiers) pour leur faire connaître le dispositif d'appui, en diffusant des bonnes pratiques managériales pour sensibiliser et mobiliser les salariés via le RDI
- Proposer aux GMS un partenariat avec les IAA régionales pour organiser des opérations, des animations sur les produits innovants via Cap Aliment

Trame de fiche-action Cf le Plan d'action régional

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en %uvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en %uvre.</p>	
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement . ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en %uvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	

Proposition d'Action n°[Numéro de l'action]